

Charte du Tiers de Confiance de la Médiation

Signée

Entre

Le Médiateur du crédit aux entreprises, Monsieur Gérard RAMEIX

Et

Le Président du Conseil National des Barreaux, Bâtonnier Thierry WICKERS

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Les Tiers de Confiance de la Médiation, désignés dans chaque département au sein des réseaux professionnels (Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres des Métiers et de l'Artisanat, MEDEF, Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises, Union Professionnelle Artisanale, Union Nationale des Professions Libérales, Ordre des Experts-Comptables et les réseaux professionnels d'accompagnement à la création/reprise d'entreprises en coordination avec l'Agence Pour la Création de l'Emploi), sont à la disposition de toutes les entreprises pour les accompagner gratuitement dans leurs démarches vers la médiation. Ils proposent dans la durée un suivi individualisé, pour répondre à leurs questions et les orienter avant, pendant et après la Médiation.

Les avocats sont les conseils naturels de leurs clients, chefs d'entreprise, notamment dans le domaine du droit des affaires. Ils sont donc naturellement conduits à accompagner leurs clients vers la Médiation lorsqu' apparaît une difficulté avec leur banque. Ils peuvent aussi jouer ce rôle de conseil bénévolement auprès des chefs d'entreprise, non clients, par l'intermédiaire de leur barreau, au même titre que les autres Tiers de Confiance de la Médiation.

Le Médiateur national du Crédit confère aujourd'hui le statut de Tiers de Confiance de la Médiation aux avocats identifiés par les bâtonniers des Ordres sous l'égide du Conseil National des Barreaux qui, dans le cadre de leurs missions d'intérêt général, s'engagent à accompagner, aider et soutenir bénévolement les chefs d'entreprise, les créateurs et les repreneurs qui rencontrent des difficultés du fait de la crise financière.

La présente charte a pour objectif de préciser les conditions de cet engagement.

Il est de la responsabilité des signataires de cette charte de les appliquer et respecter.

Article 1 : Désignation des Tiers de Confiance de la Médiation

Le Conseil National des Barreaux mobilise les barreaux sur l'ensemble du territoire pour la constitution d'un réseau de Tiers de Confiance de la Médiation, le contrôle et la coordination de leurs actions en étroite concertation avec les équipes de Médiation du crédit aux entreprises.

Le statut de Tiers de Confiance de la Médiation est reconnu aux avocats bénévoles et nommément identifiés dans chaque département par les barreaux locaux sous la responsabilité de leurs bâtonniers.

Les avocats étant habilités a priori à exercer la fonction de Tiers de Confiance de la Médiation, les bâtonniers sont chargés de répertorier les avocats volontaires pour l'exercer bénévolement dans l'intérêt général, de vérifier leur indépendance et leur disponibilité et de contrôler leur action.

Se verront identifiés comme Tiers de Confiance de la Médiation les avocats volontaires qui se seront engagés à respecter les termes de la présente charte après qu'elle leur ait été adressée par leur barreau.

Article 2 : Mission des Tiers de Confiance de la Médiation

Le Tiers de Confiance de la Médiation agit en concertation étroite avec les équipes de Médiation du crédit.

Il a pour mission dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire :

- d'accompagner les chefs d'entreprise, les créateurs et les répreneurs d'entreprise dans la résolution de leurs difficultés de financement,
- d'étudier leurs dossiers ou leurs projets et de les orienter dans leurs démarches vers le dispositif le plus adapté à leurs besoins dont la Médiation du crédit,
- de les aider dans la constitution de leur dossier de médiation et de fournir au Médiateur du crédit un avis qualifié sur leurs projets (pertinence/ viabilité),
- à défaut de les orienter vers l'interlocuteur ou le dispositif ad hoc,
- d'assurer un suivi du dossier de l'entreprise jusqu'à sa prise en charge par le Médiateur ou tout autre interlocuteur compétent.

Le Tiers de Confiance de la Médiation ne saurait cumuler pour une même entreprise sa mission d'accompagnement et d'orientation avec celle de conseil en qualité d'avocat mandaté.

Le Tiers de Confiance de la Médiation exerce sa mission bénévolement dans l'intérêt général et s'engage, pendant une durée minimale de deux ans suivant la fin de sa mission comme Tiers de Confiance de la Médiation, à ne pas proposer de prestations payantes aux entreprises rencontrées dans le cadre ou par le biais de la Médiation du crédit.

Dans tous les cas, le Tiers de Confiance de la Médiation s'engage à informer la Médiation du crédit des actions conduites ou engagées en médiation pour le compte de l'entreprise.

Article 3 : Champ de compétence du Tiers de Confiance de la Médiation

Les missions des Tiers de Confiance de la Médiation ne concernent que les problématiques de financement dans une optique d'accompagnement et d'assistance.

En aucun cas, le Tiers de Confiance de la Médiation ne peut se substituer aux Médiateurs du Crédit et donner un avis favorable ou défavorable sur le dossier de médiation d'un chef d'entreprise.

Article 4 : Saisine du Tiers de Confiance de la Médiation

Les Tiers de Confiance de la Médiation peuvent être saisis par tout chef d'entreprise (quel que soit son statut artisan, commerçant, profession libérale...) ainsi que par les créateurs et les repreneurs d'entreprise :

- directement par téléphone ou messagerie électronique
- via la plateforme téléphonique de la Médiation du crédit aux entreprises
- via le Médiateur du crédit départemental ou national

Une fois mandaté, le Tiers de Confiance de la Médiation s'engage à contacter, au plus tard sous 48 heures ouvrées, le chef d'entreprise ou le porteur de projet en difficulté et, suite à ce contact, à mener sa mission dans les conditions décrites à l'article 2 de la présente charte.

Les entreprises ne peuvent mandater plusieurs Tiers de Confiance de la Médiation.

Article 5 : Coordonnées des Tiers de Confiance de la Médiation

Le Conseil National des Barreaux signataire de la présente charte s'engage, en liaison avec les barreaux locaux, à faciliter l'accès aux Tiers de Confiance de la Médiation désignés dans chaque département pour les entreprises qui le demandent.

A cette fin, il s'engage à communiquer à l'équipe nationale de la Médiation du crédit les coordonnées téléphoniques, électroniques et postales, des « Tiers de Confiance de la Médiation » identifiés dans chaque département par les barreaux locaux ; ceux-ci ayant accepté de respecter les termes de la présente charte.

Le fichier de ces coordonnées sera mis à jour régulièrement par les barreaux en coordination avec le Conseil National des Barreaux, qui informera l'équipe nationale de la Médiation du crédit de toute modification.

En cas de vacance d'un Tiers de Confiance de la Médiation dans un département, un remplaçant sera alors aussitôt identifié avec l'accord de l'entreprise pour assurer la continuité de l'accompagnement dans le respect des engagements de la présente charte, par le barreau concerné qui en informera l'équipe nationale de la Médiation du crédit.

Article 6 : Contrôle et suivi d'activité des Tiers de Confiance de la Médiation

Les barreaux locaux sous la responsabilité de leurs bâtonniers, veillent à l'identification et coordonnent l'activité des Tiers de Confiance de la Médiation dans chacun de leurs ressorts respectifs. Ils assurent le suivi d'activité et communiquent un récapitulatif mensuel des actions engagées par les Tiers de Confiance de leurs ressort aux équipes de Médiation nationale.

Article 7 : Engagements du Médiateur

Le Médiateur du crédit et ses équipes s'engagent à se réunir en tant que de besoin avec le Conseil National des Barreaux ainsi qu'avec les bâtonniers des barreaux afin d'ajuster, si nécessaire, le dispositif et de suivre son efficacité.

Le Médiateur du crédit s'engage à :

- **communiquer** sur l'engagement du Conseil National des Barreaux d'agir dans l'intérêt général et promouvoir sur le terrain l'action des Tiers de Confiance de la Médiation identifiés auprès des entreprises, créateurs et repreneurs

- **concevoir les outils d'information et de présentation** du processus de médiation nécessaires à l'action des Tiers de Confiance de la Médiation.

Article 8 : Entrée en vigueur

La présente charte entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Fait, à Paris, le XX 2009.

Le Médiateur du crédit aux entreprises

Gérard RAMEIX

et

Président du Conseil National des Barreaux, Bâtonnier Thierry WICKERS

Thierry WICKERS